

**Transcription de l'interview de François Rebsamen, maire de Dijon,
par Sonia Mabrouk sur Europe 1 le mercredi 17 juin 2020 à 8h20**

<https://www.europe1.fr/emissions/linterview-politique-de-8h20/violences-a-dijon-francois-rebsamen-estime-quil-ny-a-pas-de-laxisme-de-letat-3975507>

Sonia Mabrouk – Bonjour François Rebsamen.

François Rebsamen – Bonjour Sonia Mabrouk.

SM – Est-ce que Dijon c'est Bagdad comme l'a dit hier Marine Le Pen ?

FR – Elle aurait mieux fait de se taire Marine Le Pen parce que c'est un beau quartier de Dijon où les gens sont desservis par les transports en commun, le tramway, il y a deux écoles d'ingénieur, l'Agence régionale de la santé y est installée, bref on voit qu'elle ne connaît pas du tout ni cette ville ni ce quartier. D'ailleurs je lui ai dit elle n'était pas la bienvenue à Dijon.

SM – Quand elle dénonce le laxisme de l'État, quand elle dénonce le communautarisme encouragé par de nombreux élus, en quoi son réquisitoire est faux ?

FR – D'abord je pense qu'il n'y a pas de laxisme de l'État, il y a des effectifs insuffisants dans la police nationale, on manque bien évidemment de magistrats, la police et la justice généralement ça ne fonctionne pas très bien. Mais il n'y a pas de laxisme de l'État, au contraire, quels que soient les gouvernements ils font avec ce qu'ils ont. Le problème pour la police nationale, par exemple, sous Nicola Sarkozy, 10 000 postes de policiers ont été supprimés, et ils n'ont pas été rétablis sous François Hollande qui a créé 9000 postes de policiers mais qui les a affectés prioritairement – peut-être avait-il ses raisons, je le pense d'ailleurs – à la lutte contre le terrorisme. On n'a pas récupéré ces policiers sur le terrain.

SM – Encore revenir à ce qui a été fait il y a quelques années. Mais la responsabilité actuelle des élus ? Par exemple, beaucoup disent que certains ont acheté la paix sociale à coups de compromissions, à coups de communautarisme rampant dans certains quartiers. Qu'est-ce que vous répondez à cela ?

FR – Mais non pas du tout. Vous pensez qu'on fait comme ça ? Peut-être dans certains endroits, mais ce n'est pas comme ça dans une ville paisible comme la ville de Dijon qui malheureusement a été stigmatisée pendant 3 jours parce qu'il y a eu une bande de Tchétchènes qui s'est abattue sur cette ville pour rendre elle-même la justice, ce qui est totalement contraire au droit républicain. Sinon, bien évidemment que non, et heureusement qu'il existe une politique de la ville pour les quartiers difficiles, pour les gens modestes qui habitent dans ces quartiers ; et il faut arrêter cette stigmatisation de Mme Le Pen qui, telle les vautours, essaie de dépecer la République.

SM – En quoi c'est une stigmatisation ? Effectivement, ce quartier des Grésilles a été rénové, il n'est plus du tout le même, les grandes barres d'immeubles ont été détruites au profit d'autres bâtiments. Vous jugez que c'est une politique de la ville qui a porté ses fruits quand on a vu ce qui s'est passé ces derniers jours ?

FR – Eh bien vous savez, ce qui s'est passé était totalement inattendu et inédit...

SM – Vraiment ? Une surprise pour vous ?

FR – Oh bah oui, on ne peut pas imaginer, personne ne pouvait imaginer que 150-180 Tchétchènes qui ne sont pas de Dijon, qui viennent de toute la France, voire de l'étranger m'a-t-on dit, s'abattent comme ça sur la ville pour rendre la justice. Le problème effectivement est que, quand il y a des actes de délinquance, il faut que la justice passe, or elle passe trop lentement et donc ces voyous qui ont tabassé, molesté ce jeune Tchétchène, ils devraient être traduits devant la justice. Et c'est cela

qu'on attend de la justice, qu'elle puisse, après une enquête, entendre et condamner ceux qui commettent des exactions.

SM – Des voyous, dites-vous, avec des armes de guerre, un armement quasiment para-militaire. Est-ce que vous savez si en ce moment dans votre ville il y a des fouilles, des perquisitions pour savoir où sont passées ces armes ?

FR – Mais il y a déjà eu des perquisitions, il y a des perquisitions. Je ne suis pas sûr que toutes ces armes étaient dans ce quartier ou venaient sur ce quartier, elles pouvaient venir d'autres endroits. Il y a eu un regroupement de personnes cagoulées qui venaient d'un peu partout, pas uniquement de Dijon, sûrement pas que du quartier. Nous avons vu des personnes qui n'étaient pas des habitants de ce quartier, ni de Dijon, ni de Dijon.

SM – Et vous vous connaissez certains des membres, vous avez peut-être reconnu certains des membres de cette communauté, soit tchéchène soit maghrébine, impliqués dans ces règlements de compte ?

FR – Je n'ai jamais vu, excusez-moi [rires], de Tchétchène à Dijon. Il y en a 3, 4, 5, une dizaine maximum, ils vivent tranquillement. Ça a été un effet de surprise total, y compris pour les forces de l'ordre d'ailleurs, parce que le problème est que le renseignement territorial n'a pas fait son travail, visiblement, puisque on doit prévenir le préfet, on doit prévenir le maire – enfin le maire on l'oublie souvent, mais on doit prévenir le maire quand il y a un rassemblement qui arrive comme ça, on ne sait pas d'où viennent ces personnes...

SM – Donc un échec du renseignement territorial, qui est aussi une partie du renseignement intérieur..

FR – Oui, je ne sais pas où était la faille, mais il y a eu une faille visiblement, personne n'avait prévu leur arrivée. Et c'est moi qui les ai vus à minuit sur la place de la République débarquer, je me suis dit qu'est-ce qui se passe ? Voilà comment ça s'est vécu. Et après ils ont occupé ce quartier vu qu'il n'y avait pas assez de policiers, auxquels je rends hommage chaque fois que je le peux, vous le savez bien..

SM – Je le sais, mais FR, c'est assez édifiant de vous entendre ce matin dire « c'est moi qui les ai vus, presque par hasard, sur une place de la ville » et c'est ce qui explique selon vous ce retard dans l'intervention des forces de l'ordre ?

FR – Oui mais les forces de l'ordre n'étaient pas en nombre suffisant dans la ville, elles ne sont jamais en nombre suffisant dans toutes les grandes villes de France la nuit. Il suffit d'interroger tous les maires des grandes villes, ils vous le confirmeront. Il y a de grandes métropoles où il y a deux trois équipages de BAC la nuit, pas grand-monde, ils font tout ce qu'ils peuvent mais ils ne sont pas assez nombreux. Il faudrait qu'on ait une nouvelle conception de la relation de la police et de la justice, mais ça supposerait un rassemblement et une vraie discussion, comment faire en sorte que... Je me rappelle que au moment du départ de Gérard Collomb du ministère de l'Intérieur, il avait dit « on va bientôt ne plus vivre côte à côte, mais face-à-face ».

SM – Et c'est déjà le cas notamment à Dijon dans ce quartier des Grésilles ?

FR – Non non, mais non ! J'y vais le jeudi matin au marché, ce quartier est agréable, non, non...

SM – Ce n'est pas du déni M. le maire ?

FR – Mais non je vous assure, venez avec moi !

SM - Vous connaissez bien ce sujet de la sécurité... Est-ce que vous n'êtes pas en train de repeindre en rose le quartier que certains considèrent comme un territoire perdu de la République ?

FR – Mais ce n'est pas un territoire perdu de la République ! Mais enfin ! Il faut y venir, moi j'étais hier avec les habitants, il y avait la presse qui était là, le secrétaire d'État n'est pas venu, mais moi

j'étais avec les habitants, j'ai été interpellé « vous nous avez laissés, abandonnés pendant 3 jours aux mains des Tchétchènes ! ». Qu'est-ce que vous voulez que je leur dise ? Ce n'est pas moi qui dirige la Police nationale ! La police a fait ce qu'elle pouvait, j'ai demandé des effectifs supplémentaires, ils sont arrivés, maintenant le quartier retrouve son calme, heureusement.

SM – M. le maire, effectivement ce n'est pas vous qui dirigez la Police, c'est le ministre de l'Intérieur, qui a brillé par son absence...

FR – Il a fallu que je l'appelle deux fois, il m'a envoyé les effectifs, un peu tardivement, mais il m'a envoyé les effectifs supplémentaires – au préfet, pas à moi bien sûr – pour sécuriser ce quartier. C'est ça qui nous manque aujourd'hui, et il suffirait qu'il y ait plus d'effectifs, de présence, de dissuasion, avec une présence policière affirmée, pour qu'il y ait moins de voyous dans les rues, et pas qu'à Dijon, partout en France.

SM – Il y a ce que vous dites, la nécessité de la présence policière, et puis il y a le sursaut des responsables politiques. On est dans une tension sociale générale qui dépasse largement Dijon. Est-ce que ça met le président de la République en difficulté sur ces sujets éminemment régaliens en vue de 2022 ?

FR – On ne l'entend pas beaucoup sur ce sujet. Il faudrait qu'il s'exprime à un moment, qu'il réfléchisse. C'est toute une articulation, il faut commencer par la prévention, or dans de nombreux départements, dont le mien, le département a supprimé la prévention spécialisée, il n'y a plus d'éducateurs de rue, ceux qui accompagnaient ces enfants qui commençaient à faire de la petite délinquance ou qui n'allaient plus à l'école, il n'y a plus d'éducateurs de rue donc pas de prévention. Il n'y a plus de dissuasion, il n'y a pas de police de proximité. La justice vient beaucoup trop tard, la sanction arrive parfois un an et demi après et dans certains départements de la région parisienne deux ans après...

SM – Il y en a un qui dénonce tout cela avec ses mots à lui dans ce contexte général, et que vous connaissez bien, c'est Manuel Valls, dans une itv accordée à Valeurs actuelles il dit que la lutte des classes disparaît au profit de la guerre entre races, qu'il dénonce puisqu'elle essentialise. Est-ce que vous êtes d'accord, ça perturbe le logiciel de la gauche cette phrase ?

FR - Alors de toute façon Manuel Valls a souvent perturbé le logiciel de la gauche.

SM – Et vous le rejoignez alors...

FR – Non, non, je l'ai accompagné un moment, je l'ai suivi, mais ces expressions exagérées, « la guerre des races », mais enfin, ce n'est pas ça la guerre, ce n'est pas la guerre là, la guerre ça fait des morts, c'est terrible, on ne vit pas dans un état de guerre..

SM – La guerre avec des armes de guerre chez vous... est ce que ce n'est pas la guerre, est ce que ce n'est pas votre vision qui, pardonnez-moi, est trop bisounours par rapport à ceux qui dénoncent cela ?

FR – Mme Mabrouk, vous pouvez m'accuser de tout, sauf d'être bisounours en matière de sécurité. Je vais vous répondre précisément. Il n'y a pas eu un mort ! Il n'y a pas eu un mort, donc ce n'est pas la guerre ! Il faut relativiser les choses... il y a eu une bande de Tchétchènes, je n'y peux rien moi, ça s'est passé aussi à Nice, dans une ville où il y a 450 policiers municipaux... mon collègue Christian Estrosi est aussi confronté à des choses comme ça. On essaie de faire face avec les moyens dont on dispose, et ils sont insuffisants, c'est tout ce que je peux en dire aujourd'hui, et j'espère que les habitants de ce quartier vont retrouver la sérénité qu'ils connaissent d'habitude.

SM- Et on l'espère aussi évidemment, merci François Rebsamen.